



BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE DE PLURICONSEIL

19 août 2015

Enquête réalisée par PluriConseil du 10 au 13 août 2015 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

Crise de leadership

Par Eric NG PING CHEUN

Où va l'île Maurice ? Il est invraisemblable qu'on se pose une telle question neuf mois seulement après l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle équipe. A ce stade, le pays aurait dû déjà fonctionné à plein régime suivant la vision tracée par le gouvernement. Mais l'économie est en panne, l'humeur est mauvaise dans le monde des affaires, le climat social se détériore, les institutions judiciaires sont ébranlées, et les incohérences ministérielles s'accumulent. Depuis quelque temps, le nombre des affaires qui occupent la une des journaux est ahurissant. Maurice est devenue méconnaissable, engluée dans une instabilité permanente.

Il est significatif que la dégradation de la situation générale dans le pays a été ressentie précisément pendant les trois semaines où le Premier ministre était à l'étranger. Cette absence, assez longue, a suffi pour que des dirigeants de l'alliance gouvernementale se jettent des peaux de banane dans les pattes. On ne peut qu'espérer que Sir Anerood Jugnauth restera à son poste jusqu'à la fin de son mandat. Mais sa seule présence est-elle suffisante pour insuffler le leadership nécessaire à la relance de l'économie ?

Nous avons un Premier ministre en fonction mais qui laisse les ministres fonctionner librement. C'est un style de gestion qui a marché durant les précédents mandats de SAJ, car ce dernier avait des équipes solides d'hommes compétents. La présente formation gouvernementale n'est pas du même cru. Elle est constituée d'éléments ayant obtenu un ticket électoral, faute de mieux, sans être préparés à gouverner le pays, puisqu'ils ne s'attendaient pas à remporter les élections générales. Ce sont des suiveurs, pas des leaders. De là vient la crise actuelle de leadership.

Il y a manifestement une absence de leadership économique. On ne sait pas trop qui est le véritable Premier ministre, qui est le véritable ministre des Finances. Ces deux fonctions gouvernementales comptent le plus pour un opérateur économique. On rétorquera que c'est le Conseil des ministres qui décide de toute façon. Oui, mais sur l'avis de qui ? Ce manque de clarté, qui suit la fin de l'état de grâce économique, irrite plus d'un.

Mais le secteur privé demeure coi. Etant là pour dire du bien des puissants du jour, ses porte-parole ont peu ou pas de commentaires à faire sur les problèmes de bonne gouvernance. Le limogeage de l'administrateur spécial Mushtaq Oosman dans le sillage de la reprise controversée de Courts doit pourtant être vu comme une mise en garde contre les entreprises privées qui oseraient défier le pouvoir politique. Si ce dernier arrive à mettre au pas de grands entrepreneurs et professionnels, c'en sera fini de la liberté économique à Maurice.

La libre entreprise est d'ailleurs en déclin ici. On pensait qu'elle se développerait sous le régime actuel. Mais l'interventionnisme étatique s'est avéré être le fer de lance de la politique gouvernementale. L'Etat corrige chaque bévue commise par lui-même. Ainsi, il devient omniprésent en accumulant des erreurs de gestion.

D'abord, il n'a pas trouvé mieux que de nationaliser l'ex-Bramer Bank avec un apport de Rs 200 millions de capitaux frais. Ensuite, il avait promis de ne pas utiliser l'argent des contribuables pour sauver Apollo Bramwell et Iframac, mais il n'a pas réussi à trouver des repreneurs privés. Les dépenses de plus de Rs 1,2 milliards pour l'achat de l'hôpital augmenteront autant la dette publique. Quant à l'auto-gestion du concessionnaire d'automobiles, qui espère représenter de nouvelles marques de voitures, les meilleurs employés le quitteront parce qu'ils ne voudront pas partager leurs gains de productivité.

Non seulement l'Etat connaît une hausse substantielle de dépenses, mais aussi il encaissera moins de revenus. Suite aux déclarations incohérentes du gouvernement par rapport au traité fiscal entre Maurice et l'Inde, on nage dans le flou total. Négociations déjà conclues ou toujours en cours, le mal est fait : bien moins de flux d'investissements passeront par notre secteur offshore qu'avant. Les recettes fiscales diminueront d'autant plus que la croissance économique reculera. Le pays n'est pas encore sur la voie grecque mais, toutes proportions gardées, ses finances publiques dérapent.

Peut-on, après tout ça, venir dire que l'économie mauricienne n'est affectée qu'en raison des « facteurs externes », comme veulent nous faire croire les membres du comité de politique monétaire ? La situation internationale n'est pas plus mal aujourd'hui que durant ces sept dernières années. Il y a même une amélioration avec la chute du prix pétrolier, au point que la Fed envisage de relever son taux directeur bientôt. Notre performance économique aurait dû être meilleure actuellement.

Dès lors, comment peut-on encore espérer un autre « miracle économique » ? Il est temps de cesser de faire rêver les gens. Remettons-nous plutôt les pieds sur terre. Et surtout assez de baratin.

C'est ce qu'on attend des délibérations de la grand-messe qui réunira gouvernement et secteur privé ce samedi. La communauté des affaires est fatiguée d'entendre des intentions et des promesses. Sept mois après un discours-programme, cinq mois après un discours budgétaire, une déclaration de mission est superflue, et on a même dépassé le stade de l'analyse. On devrait être maintenant dans l'action. Tel est le sens du leadership.

(www.pluriconseil.com)

1) Comment trouvez-vous l'humeur dans la communauté des affaires ?

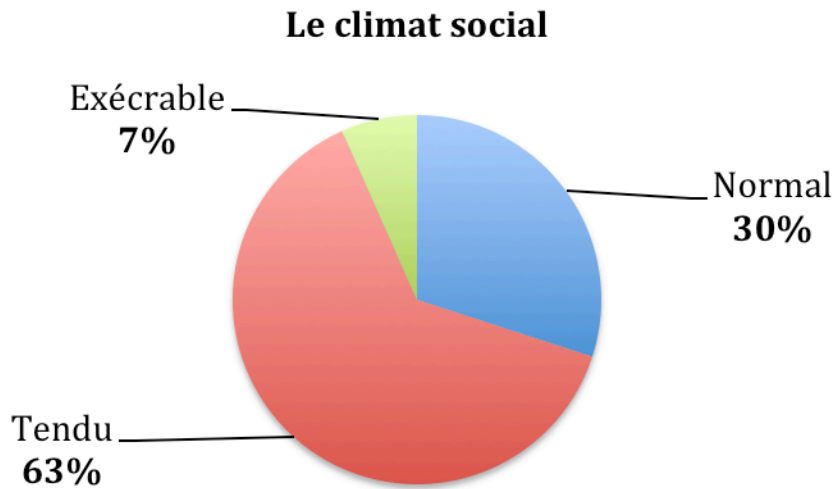
L'humeur dans la communauté des affaires



Mauvaise humeur des opérateurs

Trois sondés sur cinq constatent une mauvaise humeur au sein de la communauté des affaires en ce moment. Certains ont l'impression que « *we are going nowhere* » en raison d'un « manque de visibilité ». Un « *relatively high level of uncertainty* » règne parmi les opérateurs privés. Il y avait beaucoup d'espoirs que le nouveau gouvernement adopterait une « *business-friendly approach* », mais on voit à l'œuvre une approche interventionniste. La manière dont le problème de l'ex-Bramer Bank fut traité, ainsi que les actions qui ont suivi, montrent que les autorités ont agi avant de bien réfléchir. Un autre faux pas, et « *there will be no new investments* ».

2) Comment trouvez-vous le climat social ?

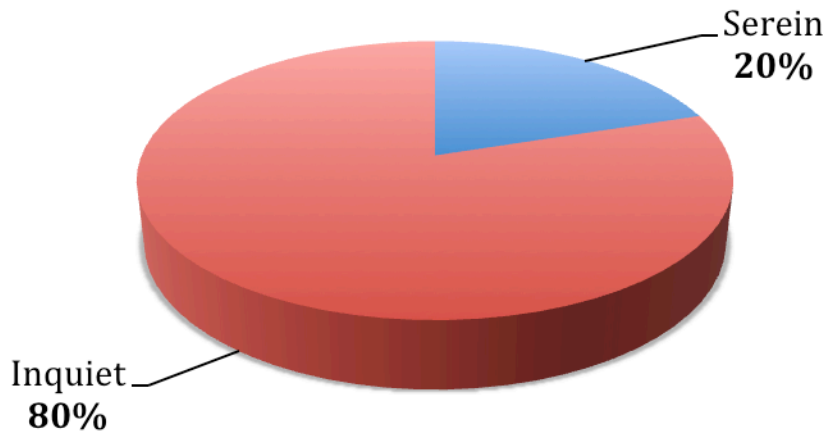


Un climat social tendu

Sept analystes sur dix sentent la tension sociale qui prévaut actuellement dans le pays. Ce qui se passe avec Courts, Iframac, Apollo Bramwell, Domaine Les Pailles, Editions de l'Océan Indien et Star Knitwear « *speak for themselves* ». Selon un économiste, « *whilst the government has undertaken to protect the interests of the public and employees in the recent turbulences, there is still some degree of anxiety within the population* ». Et puis, déplore un analyste, « *politics is taking precedence over everything with a view to settling old scores. This is certainly not an enabling environment to foster new business as there is a deleterious climate bred by suspicion.* »

3) Par rapport à l'actualité judiciaire, êtes-vous...

Par rapport à l'actualité judiciaire

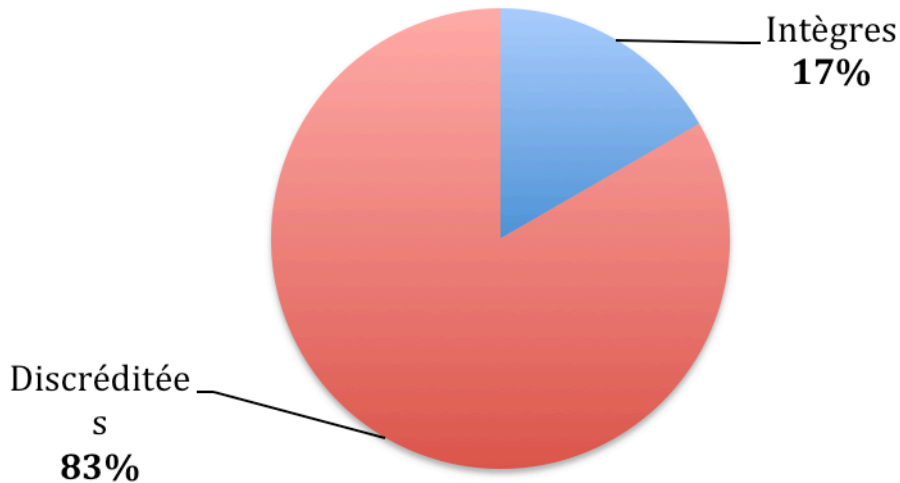


Les affaires judiciaires inquiètent

Ce qui se passe dans le monde judiciaire rend quatre analystes sur cinq inquiets. Les récents événements concernant le directeur des poursuites publiques, les affidavits jurés par des ministres et les arrestations policières « *bring cause for concern* ». S'il est vrai que tout gouvernement veut manier pleinement tous les leviers qui existent dans un système politique, la gouvernance démocratique exige que le judiciaire soit hors de son contrôle. Le bon côté des choses, estime un banquier, est que finalement « *the rule of law is paramount in this country* ». C'est là une raison pour garder la sérénité.

4) Selon vous, nos institutions de régulation sont aujourd'hui...

Nos institutions de régulation



Les régulateurs discrédités

Pour la très grande majorité des personnes interrogées, nos institutions de régulation sont frappées du discrédit, « ayant perdu leur indépendance ». On soulève des questions quant au rôle de la Financial Services Commission dans la révocation de l'administrateur spécial Mushtaq Osman et dans la vente de Courts. On fait valoir que les conseils d'administration des instances de régulation ont « *too many political nominees* », et que « *the nomination process is flawed in some cases* ». En matière de régulation, l'homme fait l'institution.

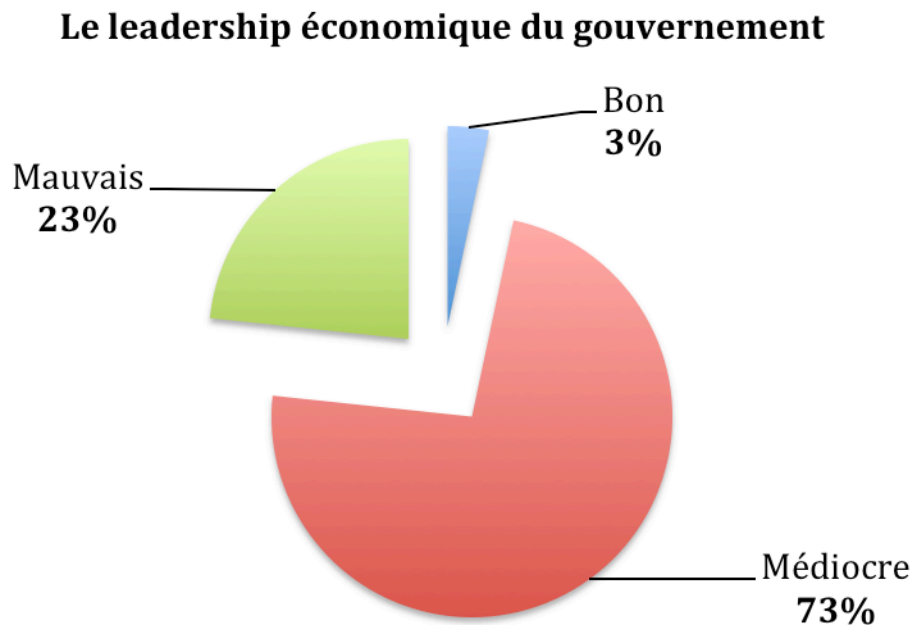
5) Voyez-vous dans l'équipe gouvernementale...

De l'entente	13%
De l'incohérence	53%
Des divergences	33%

Incohérences et divergences

Aux yeux de 87% de répondants, le gouvernement n'affiche pas l'entente si importante à la bonne marche de l'économie. Ils voient des incohérences et « trop de divergences ». Entre les ministres Lutchmeenaraidoo et Bhadain, entre les ministres Duval et Soodhun, « *declarations are not always consistent* ». Un économiste souligne que « *in addition to some diverging messages conveyed, the demarcation between the mandates of some ministers have occasionally been blurred* ». On déplore que « *the Prime Minister is less visible and less involved than one would desire* ».

6) Quelle est votre appréciation du leadership économique du gouvernement ?



Un leadership économique médiocre

Le gouvernement n'a pas un bon leadership économique, selon la quasi-totalité des spécialistes interrogés. Un gestionnaire de fonds dira même que « *there is an impression of serious lack of leadership at most levels, without a firm strategy in place* ». On a l'impression que seulement quelques ministres travaillent, que certains font le travail de leurs collègues, et que l'attention du gouvernement est déviée vers la recherche de solutions aux problèmes créés par lui-même. Dans de telles conditions, « *the business sector has adopted a wait-and-see attitude* », d'autant que « *the government has promised a lot but is yet to deliver* ».

7) Comment qualifiez-vous les relations entre le gouvernement et le secteur privé ?

Au beau fixe	3%
Confuses	90%
Méfiantes	7%

Des signaux confus

Les analystes sont quasiment unanimes à dire qu'à ce jour, les relations entre le gouvernement et le secteur privé ne sont pas au beau fixe. L'épisode des négociations autour du traité fiscal avec l'Inde est une indication, selon un économiste, d'un « *sub-optimal dialogue between the private sector and the authorities* ». Ces relations, qui ont été historiquement « *a potent force underpinning our economic development* », sont aujourd'hui marquées par des « *confusing signals* ». Un banquier estime que « *the private sector will have to play the game* ». Comme la société du président du *Joint Economic Council* est elle-même en liquidation, on se demande si « *in the end, money does the talking* ».

8) Cinq mois après un discours budgétaire, un *Economic Mission Statement*...

Est superflu	47%
Va rassurer les opérateurs	50%
Va booster la confiance	3%

Enter SAJ

Un *Economic Mission Statement* sera lu par le Premier ministre au cours de la réunion, prévue le 22 août, entre représentants du gouvernement et du secteur privé. Un discours qui, anticipe un analyste sur deux, va rassurer les opérateurs, car « *the trust in SAJ is unequivocal* ». On espère que « *such a document will provide an update of the intentions of the government in terms of economic direction with clear indications and timeline of measures to be undertaken* ». Il faut créer « *that enabling environment to achieve the set objectives* ». Mais une déclaration économique, pleine de promesses, cinq mois après le budget national, sera superflue si elle n'est pas suivie d'actions concrètes.

Enquête réalisée par PluriConseil du 10 au 13 août 2015 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.
--

PluriConseil Ltd

Business Registration number: C08052270

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, 11128, Mauritius

Telephone: +230 2136719

Fax: +230 2342761

E-mail: pluriconseil@orange.mu

Website: www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.